

**ASSOCIATION D'ACCUEIL, DE SOUTIEN
ET DE LUTTE CONTRE LES DETRESSES**

Association régie par la Loi du 1^{er} juillet 1901

12 place Jean Jaurès
41000 BLOIS

**Rapport du Commissaire aux Comptes
sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2023

In Extenso

In Extenso Centre Ouest
350 rue Henry Potez
37210 Parçay-Meslay

Tel : 02 47 87 48 00
toursnord@inextenso.fr
www.inextenso.fr

ASSOCIATION D'ACCUEIL, DE SOUTIEN ET DE LUTTE CONTRE LES DETRESSES

Association régie par la Loi du 1^{er} juillet 1901
12 place Jean Jaurès
41000 BLOIS

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

Aux membres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'ASSOCIATION D'ACCUEIL, DE SOUTIEN ET DE LUTTE CONTRE LES DETRESSES, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de Commissaire aux Comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'Association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux Comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Parçay-Meslay, le 30 mai 2024

Le commissaire aux comptes
In Extenso Centre Ouest

Représenté par Valérie ROCHARD



COMPTES ANNUELS

Bilan
Compte de résultat
Annexe

Bilan Actif

		31/12/2023			31/12/2022
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement	37 788	16 543	21 245	31 468
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	27 877	14 522	13 355	715
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains	118 757	39 063	79 694	79 694
	Constructions	3 506 044	2 185 319	1 320 725	1 417 338
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	454 486	334 520	119 966	153 142
	Autres immobilisations corporelles	1 457 966	981 729	476 237	478 916
	Immobilisations corporelles en cours				8 614
	Avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations	50 120		50 120	48 900
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	60 027		60 027	61 248
TOTAL (I)		5 713 065	3 571 697	2 141 369	2 280 035
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements	2 028		2 028	1 600
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises	2 992		2 992	1 209
	Avances et Acomptes versés sur commandes				15 500
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	12 821		12 821	8 401
	Créances reçues par legs ou donations				
COMPTES DE REGULARISATION	Autres créances	2 149 614	10 508	2 139 106	774 701
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	29 359		29 359	29 071
	DISPONIBILITES	2 302 940		2 302 940	3 224 604
	Charges constatées d'avance	15 001		15 001	44 097
	TOTAL (II)	4 514 757	10 508	4 504 249	4 099 182
COMPTES DE REGULARISATION	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL ACTIF (I à V)		10 227 822	3 582 205	6 645 617	6 379 217

(1) dont droit au bail

(2) dont à moins d'un an

(3) dont à plus d'un an



Bilan Passif

		31/12/2023	31/12/2022
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	13 845	13 845
	Fonds propres complémentaires	220 566	220 566
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité	1 823 979	1 774 444
	dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	1 784 185	1 734 650
	Autres		
	Report à nouveau	48 838	(158 294)
	Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	83 763	272 937
Fonds reportés et dédiés	Excédent ou déficit de l'exercice	325 184	67 493
	dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée		
	Total des fonds propres (situation nette)	2 516 175	2 190 991
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	724 094	479 937
	Provisions réglementées	1 342	2 702
	Total des autres fonds propres	725 437	482 639
	Total des fonds propres	3 241 612	2 673 631
	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation	837 318	1 149 990
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes	7 521	
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		58 000
	Fonds dédiés sur concours publics		
	Total des fonds reportés et dédiés	844 839	1 207 991
Provisions	Provisions pour risques	39 770	39 770
	Provisions pour charges	34 819	56 598
	Total des provisions	74 589	96 367
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	870 974	941 578
	Emprunts et dettes financières divers	23 677	20 484
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	700 656	529 952
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	823 581	908 127
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	60 507	255
	Produits constatés d'avance	5 182	831
	Total des dettes	2 484 578	2 401 228
	Ecarts de conversion passif		
TOTAL PASSIF		6 645 617	6 379 217
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		325 183,69	67 492,78
(1) Dont à moins d'un an		1 681 312	1 529 962
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			



Compte de Résultat

1/2

		31/12/2023	31/12/2022
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	218	238
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	dont ventes de biens relatives aux activités sociales et médico-sociales		
	Ventes de prestations de service	1 090 783	872 173
	dont parrainages		(81 087)
	dont ventes de prestations relatives aux activités sociales et médico-sociales		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	10 671 314	9 472 460
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	dont c.f.des autorités de tarification relatives aux act. soc. et médico-sociales		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	96 392	75 755
	Utilisations des fonds dédiés	977 508	443 443
	Autres produits	98 874	64 188
Total des produits d'exploitation		12 935 088	10 928 258
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements	227 160	181 729
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	5 257 171	3 587 895
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	490 574	434 566
	Salaires et traitements	4 100 719	3 813 222
	Charges sociales	1 543 749	1 435 543
	Dotation aux amortissements et dépréciations	404 833	350 734
	Dotation aux provisions		14 818
	Reports en fonds dédiés	614 357	1 060 879
	Autres charges	24 559	55 199
Total des charges d'exploitation		12 663 121	10 934 585
RESULTAT D'EXPLOITATION		271 967	(6 327)



Compte de Résultat

2/2

		31/12/2023	31/12/2022
RESULTAT D'EXPLOITATION		271 967	(6 327)
PRODUITS FINANCIERS	De participation	1 221	650
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	4 913	2 445
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			
Total des produits financiers		6 134	3 095
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	15 208	16 487
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières		15 208	16 487
RESULTAT FINANCIER		(9 074)	(13 393)
RESULTAT COURANT avant impôts		262 892	(19 720)
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	38 675	44 348
	Sur opérations en capital	61 055	77 660
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	1 360	1 360
	Total des produits exceptionnels	101 090	123 368
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	35 663	1 007
	Sur opérations en capital	2 617	34 761
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Total des charges exceptionnelles	38 280	35 769
RESULTAT EXCEPTIONNEL		62 809	87 599
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices		518	387
TOTAL DES PRODUITS		13 042 312	11 054 721
TOTAL DES CHARGES		12 717 128	10 987 228
EXCEDENT ou DEFICIT		325 184	67 493
Part du résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée			
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
TOTAL			9 713
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			9 713
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole			
TOTAL			9 713



Règles et Méthodes Comptables

Présentation de l'organisme gestionnaire

Objet social

L'association d'Accueil, de Soutien et de Lutte contre les Détreesses (ASLD) a été créée en 2007 et est le fruit de la fusion de 2 associations : l'Association d'Aide aux sans-logis (ASL) et l'Association pour l'Accueil des Femmes en difficulté (AFD). C'est une Association à caractère social régie par la Loi du 1^{er} juillet 1901.

Elle a pour objet :

- D'accueillir, d'accompagner matériellement et moralement toute personne, à la rue ou mal logée, seule ou avec enfant, migrante, victime de violences et/ou en difficultés, sans distinction de sexe, de nationalité ou de religion, afin de lui permettre d'accéder à une autonomie durable,
- De mettre en place les moyens d'action pour assurer l'accueil, l'hébergement, le relogement des personnes accueillies,
- De développer toute action en faveur de l'inclusion des personnes en difficulté sociale et/ou professionnelle,
- De mener toute action pour s'attaquer aux causes de l'exclusion

Nature et périmètre des activités

Les actions de l'ASLD ont pour but de permettre aux personnes accompagnées de trouver leur place dans la société, d'être reconnues pour leurs compétences et non pas pour leurs difficultés.

L'égalité des droits et des devoirs entre tous les citoyens constitue l'élément fondateur de l'ASLD. La détresse, les difficultés rencontrées, la situation de précarité, la déficience ne peuvent en aucun cas être l'identité de la personne. L'accession à la vie de la cité permet à chacun d'être reconnu et de faire émerger ses potentialités et compétences.

Le périmètre d'intervention de l'ASLD est très large allant de l'hébergement d'urgence à l'insertion par l'activité économique, en passant par le logement accompagné.

Moyens mis en œuvre

L'association compte une équipe éducative et santé, une équipe technique et agents de service, une équipe administrative et comptable et une équipe cadres.



Règles et Méthodes Comptables

L'Association est organisée en 4 pôles, l'ensemble de ces pôles est géré par le siège de l'ASLD :

- **Pôle veille et urgence sociale** : composé d'appartements d'urgence, d'un Hébergement d'Urgence des demandeurs d'asile (HUDA), d'un accueil de jour, d'un Service Intégré D'Accueil et d'Orientation (SIAO/115), d'un abri de nuit, d'un Centre d'Hébergement d'Urgence (CHU).
- **Pôle activité économique** : composé de chantiers d'insertion, d'une plateforme d'intégration des compétences.
- **Pôle logement accompagné** : composé de pensions de famille, d'une maison relais jeunes, de logements en intermédiation locative (IML), de mesures d'accompagnement vers et dans le logement (AVDL), de logements de stabilisation, d'un centre d'hébergement et d'accès au logement (CHTL), d'un dispositif d'accompagnement à l'hôtel des mères isolées (AHMI), d'un centre provisoire d'hébergement (CPH) et d'un programme de relogement des réfugiés.
- **Pôle hébergement d'insertion** : composé d'un Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale (CHRS) et de Lits Haltes Soins Santé (LHSS).

L'Association dans sa gouvernance se compose de membres adhérents et de membres d'honneur. Le conseil d'administration est composé de personnes physiques et de personnes morales. Ces ressources comprennent :

- Les produits des cotisations versées par les membres adhérents
- Les subventions accordées par l'Etat, la Région, le Département, les Communes, ou autre collectivité publique
- La participation des personnes bénéficiaires des services de l'Association
- Les dons, les produits des collectes et des manifestations
- Les libéralités constituées de donations ou legs en vertu de la réglementation en vigueur
- Les ressources exceptionnelles (notamment les emprunts)
- Les intérêts et revenus des biens et valeurs appartenant à l'Association
- Le produit des rétributions perçues pour services rendus
- Toutes autres ressources autorisées et permettant la réalisation de l'objet social de l'Association

Conventions générales

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de :

- Continuité de l'exploitation
- Indépendance des exercices
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre et conformément aux règles générales d'établissement des comptes annuels.



Règles et Méthodes Comptables

Référentiels comptables

L'association a arrêté ses comptes en respectant le règlement ANC n°2014-03 relatif au Plan Comptable Général, et le règlement ANC n°2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif. L'Association gérant des établissements relevant du code de l'action sociale et des familles, elle entre dans le champ d'application du règlement n°2019-04 du 8 novembre 2019 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Changement de méthode d'évaluation

Aucun changement de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Méthode d'amortissement

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remise et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition après déduction des rabais, remise et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

* Installations techniques : 5 à 10 ans

* Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans



Règles et Méthodes Comptables

- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de transport : 4 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.



Immobilisations

		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2023
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Viremt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement	37 788					37 788
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres	14 377		13 500			27 877
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	52 165		13 500			65 665
CORPORELLES	Terrains	118 757					118 757
	Constructions sur sol propre	2 199 806					2 199 806
	sur sol d'autrui						
	instal. agencet aménagement	1 214 500		91 738			1 306 238
	Instal technique, matériel outillage industriels	439 355		15 131			454 486
	Instal., agencement, aménagement divers	144 457		6 104			150 561
	Matériel de transport	544 547		103 029		14 630	632 947
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	630 831		42 827			673 659
	Emballages récupérables et divers	799					799
	Immobilisations corporelles en cours	8 614				8 614	
	Avances et acomptes						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		5 301 668		258 829		23 244	5 537 253
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations	48 900		1 220			50 120
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	61 248				1 222	60 027
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	110 148		1 220		1 222	110 147
TOTAL		5 463 982		273 549		24 466	5 713 065



Amortissements

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2023
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement	6 320	10 223		16 543
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	13 662	860		14 522
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	19 983	11 083		31 066
CORPORELLES	Terrains	39 063			39 063
	Constructions sur sol propre	1 390 704	55 482		1 446 187
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement	606 264	132 868		739 132
	Instal technique, matériel outillage industriels	286 213	48 307		334 520
	Autres instal., agencement, aménagement divers	49 730	13 702		63 431
	Matériel de transport	339 146	66 897	14 630	391 414
	Matériel de bureau, mobilier	452 843	74 041		526 884
	Emballages récupérables et divers				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		3 163 964	391 296	14 630	3 540 631
TOTAL		3 183 947	402 380	14 630	3 571 697



Provisions

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2023
PROVISIONS REGLEMENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres	2 702		1 360	1 342
	PROVISIONS REGLEMENTEES	2 702		1 360	1 342
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges	39 770			39 770
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires	23 054	1 708	23 487	1 275
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions	33 544			33 544
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	96 367	1 708	23 487	74 589
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles legs ou donations des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers				
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres	49 030		38 522	10 508
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	49 030		38 522	10 508
TOTAL GENERAL		148 100	1 708	63 368	86 439

Dont dotations et reprises	{ - d'exploitation - financières - exceptionnelles		62 009	1 360
----------------------------	---	--	--------	-------

Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.



Créances et Dettes

		31/12/2023	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	60 027		60 027
	Clients, usagers douteux ou litigieux			
	Autres créances clients, usagers	12 821	12 821	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	2 085	2 085	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	826	826	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée	23	23	
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	1 876 754	1 876 754	
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	269 926	269 926	
	Charges constatées d'avance	15 001	15 001	
TOTAL DES CREANCES		2 237 464	2 177 437	60 027
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2023	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	870 974	67 708	294 518	508 748
	Emprunts et dettes financières divers	23 677	23 677		
	Fournisseurs et comptes rattachés	700 656	700 656		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	236 350	236 350		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	533 377	533 377		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	53 854	53 854		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes	60 507	60 507		
	Dettes représentatives de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	5 182	5 182		
TOTAL DES DETTES		2 484 578	1 681 312	294 518	508 748
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice		70 601			
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					



Produits à recevoir (avec détail)

	31/12/2023	31/12/2022	Variations	%
Créances rattachées à des participations				
Autres immobilisations financières				
Autres créances clients		90	(90)	100,0
Autres créances	1 948 504	657 890	1 290 613	196,1
TOTAL	1 948 504	657 980	1 290 523	196,1



Charges à payer (avec détail)

	31/12/2023	31/12/2022	Variations	%
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
Emprunts et dettes financières divers				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	227 182	122 966	104 217	84,75
Dettes fiscales et sociales	359 645	406 020	(46 374)	-11,42
Dettes fournisseurs d'immobilisation				
Autres dettes	60 123		60 123	
TOTAL	646 951	528 986	117 965	22,30



Variation des Fonds Propres

	Fonds propres clôture 31/12/2022	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2023
Fonds propres sans droit de reprise	234 411				234 411
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecarts de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité	1 774 444	49 535			1 823 979
dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	1 734 650	49 535			1 784 185
Autres réserves					
Report à nouveau	(158 294)	17 958	189 174		48 838
Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	272 937		(189 174)		83 763
Excédent ou déficit de l'exercice	67 493	(67 493)	325 184		325 184
dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée					
Situation nette	2 190 991		325 184		2 516 175
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	479 937		300 500	56 343	724 094
Provisions réglementées	2 702			1 360	1 342
TOTAL	2 673 631		625 684	57 703	3 241 612



Variation des Fonds Dédiés

	Fonds dédiés clôture	Reports	Utilisations		Transferts	Fonds dédiés clôture	
	31/12/2022		Montant global	dont remboursements		Montant global	dont fîls dédiés à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Contrib. fi. des autorités de tarification							
LHSS- Fonds dédiés travaux	7 356		7 356				
LHSS - Fonds dédiés exploitation	50 644		50 644				
Subventions d'exploitation							
Référents Violence - CHRS	1 812		1 812				
IML - Fonds dédiés Ukraine	29 253		29 253				
Cf.état Subventions d'exploitation	30 000		30 000				
AVLD - Co porte		50 092				50 092	
ARS - Médiation médicale - aide installat		50 022				50 022	
SIAO - Grand Froid	517 893	506 721	517 893			506 721	
CPH - Art thérapie / Souffrance psychique	29 022		29 022				
Cuisine mobile	55 931		55 931				
Lieu vie Garenne - Grands précaires	242 226		11 744			230 483	
HUDA - Fonds dédiés Ukraine	243 853		243 853				
Contributions financières d’autres org.							
SIAO - Ecoute 115		7 521				7 521	
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL	30 000 1 177 991	614 357	977 508			844 839	

Concours publics et subventions

31/12/2023	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Montant fin ex.
Concours publics et subventions						
Concours publics		2 511 830	988 606			3 500 436
Subventions d'exploitation		6 866 361	70 447		234 070	7 170 878
Subventions d'investissement		300 500				300 500
TOTAL		9 678 691	1 059 053		234 070	10 971 814



Autres informations

Informations relatives à la rémunération des dirigeants

Conformément à l'article 20 de la loi 2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, nous vous informons que les trois plus hauts cadres dirigeants sont bien bénévoles et ne perçoivent aucune rémunération.

Honoraires des commissaires aux comptes

Au titre de la mission de contrôle légal de comptes, les honoraires de l'exercice 2023 s'élèvent à 22 997.60 € TTC.

Il n'y a pas eu d'honoraires versées au titre des services autres que la certification des comptes.

Engagements hors bilan

Néant

